

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
BP 71354  
68070 MULHOUSE

MULHOUSE, le 23/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AMCOR Speciality Cartons France SAS**

2 rue des Violettes  
ZI  
68190 Ungersheim

Références : 0006700446-2023\_10\_26\_AMCOR\_VIIC\_Mesures en continu AIR  
Code AIOT : 0006700446

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement AMCOR Speciality Cartons France SAS implanté 2 rue des Violettes ZI 68190 Ungersheim. L'inspection a été annoncée le 19/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La surveillance d'un établissement est réalisée, d'une part, par un contrôle réglementaire d'un organisme agréé au minimum une fois dans l'année et, d'autre part, par des mesures continues pour des installations à fort enjeu air.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées pour l'année 2023. Cette action régionale vise à vérifier la conformité des équipements de mesure en continu des rejets dans l'air mis en place par les exploitants.

La vérification porte sur les modalités de captage des émissions en fonctionnement normal et en cas indisponibilité des moyens de traitement, la réalisation des contrôles et la représentativité des mesures, le respect des valeurs limites d'émission.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMCOR Speciality Cartons France SAS
- 2 rue des Violettes ZI 68190 Ungersheim
- Code AIOT : 0006700446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AMCOR SPECIALTY CARTONS FRANCE SAS assure l'impression par le procédé d'héliogravure d'emballages. Les matières premières de l'usine sont le carton, les encres, les solvants, les vernis et les laques. Le processus de fabrication permet d'obtenir comme produits finis, des emballages cartonnés à destination de l'industrie du Tabac.

L'installation est une imprimerie industrielle soumise à autorisation au titre de la législation ICPE et soumise à la directive IED (3670).

## Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Nationale 2023 – Mesure en continu AIR

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Valeur limite d'émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21 + 32.2 alinéa 1 de l'AP du 10/05/2012	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Surveillance des rejets atmosphériques en continu	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 32.2 alinéa 4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Condition de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 alinéa II	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 alinéa III	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
6	Dépassements autorisés	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 32.2 alinéa 6	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives immédiate :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de Rejet	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 30	Transmission d'un dossier de Porter à Connaissance au Préfet dans un délai de 6 mois

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités :

Point de contrôle n°2 : non-respect de la valeur limite d'émissions de composés organiques volatils en sortie de l'oxydateur dans le cadre de l'autosurveillance permanente (dépassement horaire supérieur à 1.5 fois la valeur limite)

Point de contrôle n°3 : absence d'enregistrement de mesures en continu des COV en sortie de l'oxydateur consultable (absence d'enregistrement pendant 1 mois) et absence de mesures du débit d'émission en sortie de l'oxydateur thermique

Point de contrôle n°4 : absence de documents garantissant que les méthodes de mesures utilisées permettent des mesures fiables, répétables et reproductibles

Point de contrôle n°5 : absence de rapport de mesures des émissions en COV réalisé par un laboratoire agréé permettant de constater un écart entre les résultats d'analyses de l'exploitant et ceux du laboratoire agréé

Point de contrôle n°6 : absence de justification du respect de la limite de flux de l'ensemble des rejets de COV non méthaniques de l'établissement lors de l'indisponibilité ou du dysfonctionnement de l'oxydateur thermique (2 jours concernés en 2023)

Enfin, la visite d'inspection a mis en évidence un point de contrôle qui fera l'objet d'une modification de la prescription :

Point de contrôle n°1 : modification de la liste des conduits et points de rejet du site.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conditions de Rejet**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 30
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Points de Rejet

**Prescription contrôlée :****Article 30: Conduits et installations raccordées**

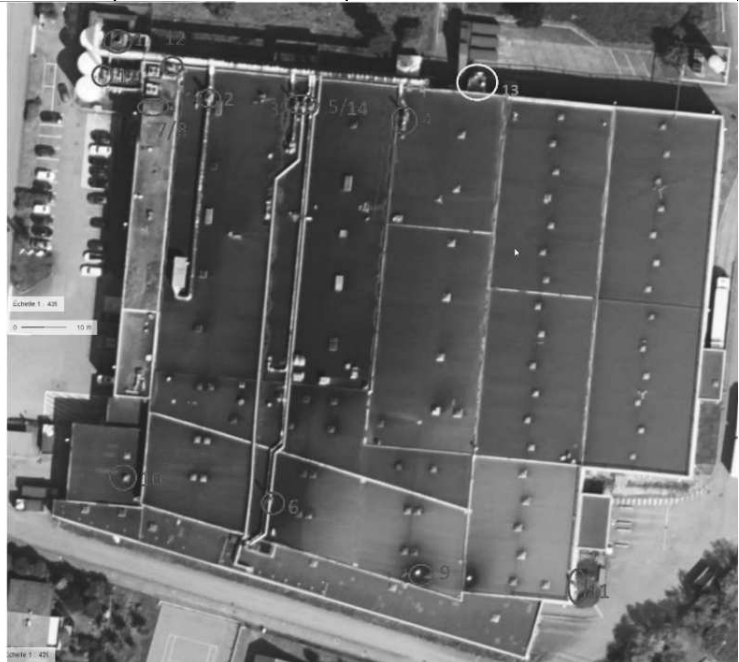
N° de Conduit Localisation	Installations raccordées	Spécification du rejet	Autres caractéristiques
REGETAR	oxydeur thermique	COV + NOx + CO	métaux faibles quantités
R1	mise à l'air rotative R1	poussières, COV	en cas d'indisponibilité oxydeur
R7	mise à l'air rotative R7	poussières, COV	en cas d'indisponibilité oxydeur
R8	mise à l'air rotative R8	poussières, COV	en cas d'indisponibilité oxydeur
machines à Laver	machines à Laver 1 et 2	COV	en cas d'indisponibilité oxydeur
local grattage	local grattage	COV	en cas d'indisponibilité oxydeur
extracteur d'air n°1	Hall 10 ( gaine avant)	COV	
extracteur d'air n°2	Hall 10 ( gaine arrière)	COV	
extracteurs local charge	local charge accumulateur	H <sub>2</sub> , H <sub>2</sub> S	2 x 1000 m³/h
local presse à balle	local presse à balle	poussières	débit faible
chaufferie 2	2 chaudières à eau chaude ( 2 x 522 kW)	NOx	gaz naturel
chaufferie 1	2 chaudières à eau chaude ( 2 X 907 kW) 2 chaudières à fluide caloporteur ( 2 x 1163 kW)	NOx	gaz naturel

**Constats :**

Postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par la voie d'un courriel en date du 07 Novembre 2023 une vue aérienne de son exploitation en indiquant les émissaires :

**Emissaires Amcor Ungersheim**

N° de Conduit Localisation	Installations raccordées	Spécification du rejet	
REGETAR	oxydeur thermique	COV + NOx + CO	1
R1	mise à l'air rotative R1	poussières, COV	2
R7	mise à l'air rotative R7	poussières, COV	3
R8	mise à l'air rotative R8	poussières, COV	4
machines à Laver	machines à Laver 1 et 2	COV	5
local grattage	local grattage	COV	6
extracteur d'air n°1	Hall 10 ( gaine avant)	COV	7
extracteur d'air n°2	Hall 10 ( gaine arrière)	COV	8
extracteurs local charge	local charge accumulateur	H <sub>2</sub> , H <sub>2</sub> S	9
local presse à balle	local presse à balle	poussières	10 n'existe plus
chaufferie 2	2 chaudières à eau chaude ( 2 x 522 kW)	NOx	11
chaufferie 1	2 chaudières à eau chaude ( 2 X 907 kW) 2 chaudières à fluide caloporteur ( 2 x 1163 kW)	NOx	12
Traitement déchets	extraction déchets carton	poussières	13
Machine à laver	machine à laver n°3	COV	14



Après étude de cette vue aérienne, l'Inspection a constaté la présence des émissaires indiqués dans l'arrêté préfectoral du site à l'exception d'un émissaire : local presse à balle.

Concernant ce point de rejet, l'exploitant précise que l'installation presse à balle ne fonctionne plus depuis la modification de la gestion des déchets et l'installation de 3 compacteurs. Cette modification a fait l'objet d'un Porter à Connaissance qui a été actée par Lettre Préfectorale du 21 Octobre 2020.

Par ailleurs, l'exploitant précise que deux nouveaux émissaires sont présents et ne figurent pas dans l'arrêté préfectoral du site :

- Le point de rejet N°13 « Traitement déchets » qui canalise les émissions de poussières en sortie des 3 nouveaux compacteurs installés en 2020.
- Le point de rejet N°14 « Machine à laver » qui canalise les émissions de COV de la machine à laver N°3

La modification du listing des émissaires avec l'arrêt du point de rejet n°10 et l'ajout de deux nouveaux émissaires (N°13 et N°14) est due à l'installation de 3 compacteurs, l'arrêt de la presse à balle et l'installation d'une 3<sup>ème</sup> machine à laver.

Le nouvel émissaire n°13 a été installé à la suite de l'installation des nouveaux compacteurs. Cette modification a fait l'objet d'un porter à connaissance. Le préfet, par son courrier du 21 octobre

<p>2020, a pris acte de cette modification non substantielle.</p> <p>Les 3 compacteurs ont remplacé la presse à balle. L'émissaire n°10 de la presse à balle (émissaire n°10) a donc été mis à l'arrêt.</p> <p>Ces modifications n'ont pas fait l'objet d'une modification des prescriptions de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation d'exploiter.</p> <p>Le nouvel émissaire n°14 est lié à l'installation d'une 3<sup>ème</sup> machine à laver sur le site.</p> <p>Cet équipement n'a pas fait l'objet d'un dossier de Porter à Connaissance auprès de la Préfecture ni donc de modifications des prescriptions de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation d'exploiter.</p> <p>Ces modifications sur le listing des émissaires de l'article 30 de l'Arrêté Préfectoral du 10/05/2012 démontre le caractère inadapté de la prescription.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Afin de modifier et mettre à jour le listing des émissaires dans l'arrêté préfectoral, l'exploitant doit communiquer dans un délai de 6 mois au préfet un dossier présentant l'ensemble des éléments techniques permettant d'établir le caractère substantiel ou non de cette modification (3<sup>ème</sup> machine à laver). En particulier, l'exploitant précisera les éventuelles augmentations d'émissions dans l'air liées à cette nouvelle machine à laver.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Prescription inadaptée</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> transmission d'un dossier de Porter à Connaissance au Préfet dans un délai de 6 mois</p>

## N° 2 : Valeur limite d'émissions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21 + 32.2 alinéa 1 de l'AP du 10/05/2012</p>				
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des Valeur limite d'émissions</p>				
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 21 de l'Arrêté Ministériel du 02 Février 1998 :</p> <p>[...]</p> <p>III- [...]</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 (voir AM 02/02/98)</p> <p>1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</p> <p>[...]</p> <p>Article 32.2 alinéa 1 de l'Arrêté Préfectoral du 10 Mai 2012 :</p>				
	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux ( kg/h)	Dépassement horaire cumulé annuel	Contrôles
CO	100 mg/Nm <sup>3</sup>	6 kg/h	100 h avec un flux maxi de 100 kg/h de COV	annuel
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	100 mg/Nm <sup>3</sup>	6 kg/h		annuel
CH <sub>4</sub>	50 mg/Nm <sup>3</sup>	3 kg/h		annuel
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5 mg/Nm <sup>3</sup>	0,3 kg/h		3 ans
Poussières	50 mg/Nm <sup>3</sup>	3 kg/h		3 ans
COV (exprimés en C total)	20 mg/Nm <sup>3</sup> ou 50 mg/Nm <sup>3</sup> si rendement épuratoire > 98%	1,2 kg/h		mesure en continu + contrôle annuel
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les constats concernant le respect des VLE ont porté uniquement sur les Composés Organiques Volatils.</p> <p>Après échange avec l'exploitant, il a été constaté que le système de mesure fonctionne alternativement sur chaque point de prélèvement (un point en amont et un point en aval de l'oxydateur – voir point de contrôle n°4).</p>				

Le système fait une purge de 15 secondes avant de lancer un prélèvement de gaz pendant 45 secondes.

La mesure est enregistrée dès lors qu'elle est stable durant ce laps de 45 secondes.

Étant donné l'alternance entre chaque point, une mesure est réalisée sur chaque point en moyenne toutes les deux minutes.

En date du 20/10/23, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection une extraction des enregistrements de mesures en continu des COV en amont et en aval de l'oxydateur pour la période du 11/07/2023 au 01/09/2023.

Entre les dates du 25/08/2023 00h au 30/08/2023 22h39, 10705 mesures montraient un dépassement de la valeur de 20 mg/Nm3 avec notamment un dépassement continu pendant plus de 30h d'affilée.

Il est constaté que le seuil de 50 mg/Nm3 n'est jamais dépassé.

Cependant, l'exploitant ne justifie pas que le rendement de l'oxydateur est supérieur à 98%.

Par courriel en date du 30/10/2023, l'exploitant a transmis à la demande de l'inspection une nouvelle extraction des enregistrements de mesures en continu des COV en incluant les moyennes horaires et le calcul du rendement de l'oxydateur.

Dans le cadre des dépassements constatés sur les dates du 25/08/2023 au 30/08/2023, l'exploitant a calculé dans le document transmis les moyennes horaires sur les jours de dépassement ainsi que le rendement de l'oxydateur pour chaque heure :

25/08/2023			26/08/2023			27/08/2023			29/08/2023			30/08/2023		
Heures	Moyenne Sortie COV	Moyenne Rendement	Heures	Moyenne Sortie COV	Moyenne Rendement	Heures	Moyenne Sortie COV	Moyenne Rendement	Heures	Moyenne Sortie COV	Moyenne Rendement	Heures	Moyenne Sortie COV	Moyenne Rendement
00	39,6	96	00	15,6	98	00	26,1	96	00	14,0	98	00	20,6	98
01	41,6	96	01	14,8	99	01	26,0	97	01	17,5	97	01	23,9	96
02	41,3	96	02	13,4	99	02	25,9	97	02	20,2	97	02	43,2	91
03	41,3	96	03	15,4	98	03	27,2	97	03	22,7	97	03	38,2	90
04	42,4	96	04	14,7	98	04	27,8	97	04	24,4	97	04	32,7	95
05	44,2	95	05	33,1	96	05	28,5	97	05	24,6	97	05	27,9	91
06	45,7	96	06	44,9	94	06	29,3	97	06	27,1	97	06	24,4	90
07	21,9	98	07	43,1	95	07	30,5	97	07	35,4	96	07	25,2	90
08	16,8	98	08	35,3	96	08	33,1	96	08	38,7	96	08	24,9	91
09	16,4	99	09	20,6	98	09	36,9	96	09	42,5	95	09	26,5	91
10	15,5	99	10	16,4	98	10	40,7	95	10	24,4	98	10	29,7	90
11	15,5	99	11	15,1	99	11	42,2	95	11	15,3	99	11	30,7	94
12	15,0	99	12	14,4	99	12	43,2	95	12	15,9	98	12	31,0	94
13	15,7	99	13	14,1	99	13	44,4	95	13	14,0	99	13	31,5	90
14	14,7	99	14	14,8	99	14	43,8	95	14	14,7	99	14	30,9	93
15	15,2	99	15	16,9	98	15	42,3	95	15	16,3	99	15	30,5	93
16	15,8	99	16	45,7	94	16	39,3	96	16	14,0	99	16	16,0	95
17	16,1	98	17	43,1	93	17	36,2	96	17	15,3	99	17	14,9	95
18	14,5	99	18	38,1	94	18	32,0	96	18	14,9	99	18	18,5	95
19	15,7	98	19	33,9	94	19	29,8	96	19	14,9	99	19	42,1	92
20	15,0	99	20	31,4	95	20	27,9	96	20	36,9	96	20	24,1	96
21	16,5	98	21	29,4	95	21	25,2	96	21	43,8	95	21	28,5	95
22	15,1	99	22	27,4	96	22	22,8	96	22	44,5	95	22	23,5	96
23	15,3	99	23	26,9	96	23	21,0	96	23	44,8	95	23	17,1	97
Grand Total	23,6	98	Grand Total	25,8	97	Grand Total	32,6	96	Grand Total	24,9	97	Grand Total	27,0	93

On constate que lors des dépassements à plus de 20mg/Nm3 sur les moyennes horaires, le rendement de l'oxydateur est inférieur à 98%.

De plus, dans la majorité des cas, les dépassements sur les moyennes horaires sont supérieurs à 1.5 fois la valeur limite d'émission, en l'occurrence  $1.5 \times 20 \text{ mg/Nm}^3$  soit donc  $30 \text{ mg/Nm}^3$ .

L'exploitant indique dans le courriel joint au document transmis (en date du 30/10/2023) qu'il n'a aucune explication concernant ces dépassements.

Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée :

- Article 21 de l'Arrêté Ministériel du 02/02/1998 : "aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission "
- Article 32.2 de l'Arrêté Préfectoral du 10/05/2012 : VLE COV de  $50 \text{ mg/Nm}^3$  si le rendement est supérieur à 98%

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

N° 3 : Surveillance des rejets atmosphériques en continu

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 32.2 alinéa 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Matériel de mesures en continu

**Prescription contrôlée :**

Un dispositif de mesures en continu permet de contrôler en permanence la concentration en COV non méthaniques et le débit en sortie de l'oxydateur thermique, les résultats des mesures sont enregistrés et consultables pendant au moins 1 an.

**Constats :**

Lors de la visite sur site, il a été constaté la présence d'un système permettant la mesure en continu des COV en amont et en aval de l'oxydateur.

Le système mis en place par l'exploitant est un système de prélèvements automatique sur le conduit renvoyant vers un détecteur à ionisation de flamme (FID) (réf: Thermo-FID de la société Mess- Und Analysentechnik GmbH).

2 piquages ont été constatés :

- en amont de l'oxydateur



- en aval de l'oxydateur



Le FID permet de réaliser une mesure de la concentration massique en COVNM (composés organiques volatils non méthaniques) dans les effluents gazeux. Il réalise une mesure de concentration toutes les deux minutes en moyenne (une mesure par minute en alternant entre l'amont et l'aval de l'oxydateur – voir point de contrôle n°3).

Cependant, le détecteur FID réalise uniquement la mesure de la concentration massique en COVNM mais il ne réalise pas la mesure du débit en sortie de l'oxydateur thermique.

L'absence de mesures en continu du débit en sortie de l'oxydateur constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

De plus, lors de la visite sur site, l'inspection a pu constater la présence d'un système informatique reportant les résultats des mesures en continu de la concentration en COVNM en amont et en aval de l'oxydateur sur un fichier informatisé (voir photos ci-dessous) :



Cependant, l'exploitant indique que le système ne réalise aucune sauvegarde automatique des mesures. L'exploitant doit agir sur le système informatique pour réaliser une extraction et une sauvegarde mensuelle des mesures.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué l'absence d'une sauvegarde des mesures en continu des COVNM pour le mois de Septembre 2023 (voir point de contrôle n°6). Par conséquent, l'inspection n'a pu consulter l'enregistrement des mesures en continu des COVNM pour le mois de Septembre 2023.

L'absence d'un enregistrement des mesures en continu COVNM consultable constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 4 : Condition de surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 alinéa II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des Valeur limite d'émissions

##### **Prescription contrôlée :**

Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

##### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter les documents nécessaires pour évaluer la normalisation de la méthode de mesure.

En date du 13/11/2023, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection le certificat d'étalonnage du détecteur FID (QAL1) conformément à la norme EN14181 (référence : Sira MC050062/05).

Dans ce courriel, l'exploitant indique également :

- « Le QAL2 et l'AST seront effectués par la société DEKRA. Dès réception de l'offre de prix, nous passerons commande pour une intervention prévue en 2023 ». Par conséquent, l'exploitant n'a pas pu présenter ces documents à l'Inspection.
- « Pour le QAL3, la société en charge de l'entretien et du contrôle de notre FID va installer une carte externe certifiée qui permettra de nous conformer à cette réglementation ». Par conséquent, l'exploitant n'a pas pu présenter ce document à l'Inspection

L'absence de ces documents constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois



## N° 5 : Surveillance des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 alinéa III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, comparaison mesures continues et ponctuelles
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] III.- Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...] L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> En date du 20/10/2023, l'exploitant a transmis par courriel le rapport annuel des mesures AIR pour l'année 2023 (en date du 28/09/2023 - Réf: 102187672301R001). Après analyse du document, il est inscrit que le laboratoire est agréé COFRAC par le numéro d'accréditation 1-1639 qui est valable pour le prélèvement et la mesure des COV selon la norme NF EN 12619. De plus, selon l'arrêté du 09 juin 2023 « <i>portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère</i> », le laboratoire est accrédité pour l'agrément n°2 « mesurage in situ des composés organiques volatils totaux » jusqu'au 30/06/2025.  Suite à une coupure d'électricité sur la ville d'Ungersheim au début du mois d'octobre 2023, l'exploitant n'a pas réalisé de sauvegarde d'enregistrement des mesures en continu des COVNM pour le mois de Septembre 2023. Les données de mesures ont été perdues avant la réalisation de l'extraction et la sauvegarde des données du mois de Septembre 2023 sur un support externe (type disque dur).  Du fait de l'absence de mesures en continu de la concentration en COVNM en sortie de l'oxydateur au moment de la mesure réalisée par le laboratoire agréé, l'exploitant n'a pas les éléments nécessaires pour caractériser un éventuel écart.  Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 6 : Dépassements autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 32.2 alinéa 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassements autorisés
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est autorisé à fonctionner en cas d'indisponibilité ou de dysfonctionnement de l'oxydateur thermique, cependant le flux de l'ensemble des rejets de COV non méthaniques de l'établissement ne doit pas excéder 100 kg/h et la durée d'émission sans traitement ne doit pas excéder 100 heures par an, cumulées sur une année civile et sur 30 jours glissants.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré que l'oxydateur était en indisponibilité pendant 2 jours durant l'année 2023 avec un maintien de l'activité du site. L'exploitant déclare la présence d'un compteur horaire qui s'incrémente uniquement dans le cas où l'oxydateur est à l'arrêt et les rotatives d'impression sont maintenues en fonctionnement. Étant donné l'ensemble des informations verbales données par l'exploitant, l'inspection considère que l'oxydateur a été en indisponibilité moins de 100h durant l'année 2023.

Cependant, durant les intervalles de temps où l'oxydateur est indisponible et les rotatives d'impression maintenues en fonctionnement, aucune mesure ne permet d'indiquer que le flux de l'ensemble des rejets de COV non méthaniques de l'établissement n'excède pas 100 kg/h. Il n'a pas pu être démontré par l'exploitant qu'il a les moyens de contrôler la valeur du flux et donc de respecter une valeur de flux inférieure à 100kg/h  
Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois